



## Rapport de Gestion **2006**







Un petit garçon de Hombori montre son nouveau jouet, Mali

## Rapport de gestion

L'IICD – qui a fêté son dixième anniversaire en 2006 – a pu constater comment, en dix ans, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont pris une importance grandissante dans les initiatives internationales de développement auxquelles il a participé.

L'IICD a poursuivi sa mission d'appui aux habitants des pays en développement pour trouver des solutions pratiques et viables pouvant les connecter les uns aux autres et leur permettre de tirer parti des TIC, afin d'améliorer le niveau et la qualité de leur vie. L'IICD contribue ce faisant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Avec ses partenaires du secteur public, privé ou associatif, l'IICD met les connaissances, les innovations et les moyens financiers au service de l'éducation, de l'environnement, de la gouvernance, de la santé et des moyens de subsistance (dans l'agriculture).

L'année 2006 a été marquée par l'inauguration du nouveau cadre stratégique pour 2006-2010, qui est axé sur la démultiplication, prochaine phase dans la maturité des programmes-pays. La démultiplication consiste à approfondir et élargir les programmes-pays en place afin d'accroître l'impact du développement facilité par les

TIC et d'en faire profiter un nombre croissant d'individus. Il s'agit d'exploiter les connaissances et les expériences accumulées au fil des ans pour mieux aider les partenaires de l'IICD et étayer les nouvelles initiatives de développement. Pour ce faire, l'IICD doit devenir une 'organisation experte' capable d'agir efficacement en tant que porte-parole, conseil et bâtisseur d'infrastructures organisationnelles dans les pays en développement.

### L'IICD sur le terrain

La plupart des objectifs et des produits fixés pour l'année 2006 concernant les programmes dans les pays cibles, dans le cadre stratégique 2001-2007 et le nouveau cadre 2006-2010, ont été atteints.

En 2006, l'IICD a soutenu des programmes de développement facilité par les TIC dans neuf pays. Leur objet a différé selon

les cas et la maturité du programme-pays concerné. Dans les pays où les programmes-pays sont les plus récents – Burkina Faso, Équateur et Mali – un nombre suffisant de nouveaux projets ont été mis en œuvre pour atteindre une masse critique susceptible de démontrer l'utilité des TIC dans tel ou tel secteur et d'inciter d'autres secteurs à suivre cet exemple et à élaborer de nouveaux programmes et activités TIC. Dans le cadre de ces nouveaux projets, l'IICD a également apporté son soutien à la constitution de capacités locales de formation, au suivi-évaluation et à l'animation de réseaux nationaux de TIC pour le développement afin d'offrir aux partenaires et aux praticiens des TIC une plateforme d'échange des connaissances, de sensibilisation et de plaidoyer.

Au Ghana et en Zambie – où les programmes-pays sont plus anciens – il s'agissait avant tout d'institutionnaliser les projets TIC au sein des organisations partenaires afin de garantir leur pérennité à long terme. Un grand nombre de projets a pu ainsi mobiliser des sources institutionnelles ou externes en appui à leur fonctionnement. De plus, l'IICD a soutenu les réseaux nationaux de TIC pour le développement pour les aider à devenir de véritables organisations indépendantes et autonomes. L'IICD leur a également apporté conseils et lignes directrices pour leurs activités de plaidoyer et de participation à l'élaboration des politiques.

Enfin, dans le cas des programmes-pays les plus matures – Bolivie, Jamaïque, Ouganda et Tanzanie – les partenaires se sont pleinement appropriés leurs activités de programme. Le développement des programmes-pays au niveau sectoriel et national s'est révélé particulièrement délicat. Davantage de temps et de discussions avec les ministères concernés et les partenaires au développement seront nécessaires pour permettre l'intégration des TIC dans les programmes sectoriels. Un pas dans cette direction a pourtant été réalisé dans ces pays : ainsi en Bolivie, en Ouganda et en Tanzanie, les programmes-pays sont, à l'instar de la Jamaïque, passés à la phase de 'dialogue', signe que les partenaires locaux avaient su s'approprier l'intégralité du programme à la fin 2006, renonçant progressivement au soutien de l'IICD.

### Parvenir à la pérennité

Fin 2006, la plupart des neuf pays cibles de l'IICD étaient en passe d'atteindre une masse critique de projets, essentielle pour démontrer l'impact que peuvent avoir les TIC dans un secteur donné. Le nombre total de projets mis en œuvre est passé de 95 en 2005 à 119 en 2006. Seuls l'Équateur et le Mali ont encore quelques projets (élaborés fin 2006) à lancer courant 2007. Le processus de montage et de réalisation des projets a parfois été freiné par des problèmes d'instabilité politique ou de piètre connectivité. Mais le fort taux de renouvellement du personnel dans les organisations partenaires comme à l'IICD a également compliqué les choses. La plupart des projets de l'IICD relèvent du secteur des moyens de subsistance, avant l'éducation, la gouvernance et la santé.

Avec seulement deux projets lancés en Bolivie et au Ghana, le secteur de l'environnement n'a suscité que peu d'activités.

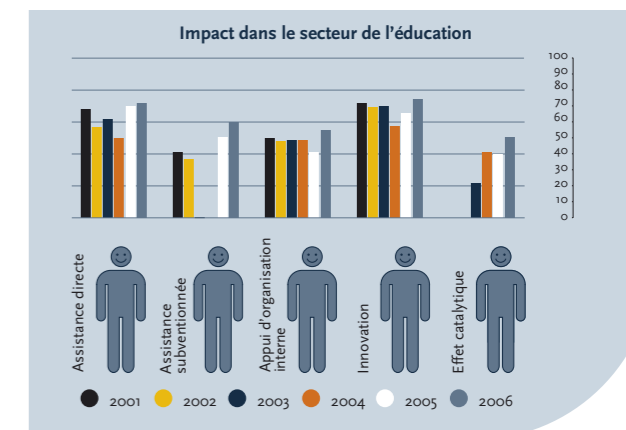


Atelier Table Ronde, Equateur

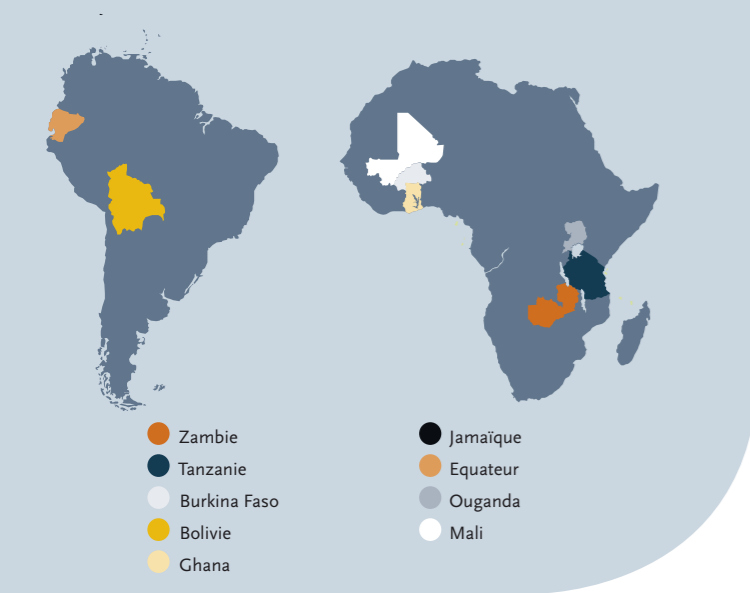
L'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie restent les trois principaux programmes-pays, avec pratiquement 30 projets dans au moins trois de ces secteurs : éducation, gouvernance, santé et moyens de subsistance.

D'immenses efforts ont été consentis pour institutionnaliser les projets et, ainsi, les pérenniser. Sur la totalité des projets engagés, 44 ont réussi à générer leurs propres revenus ou à obtenir le soutien d'autres agences de financement et se passent désormais de l'aide de l'IICD. En revanche, 14 projets ont dû s'arrêter, faute de capacités suffisantes.

Le renforcement des capacités, l'échange des connaissances et les activités de suivi-évaluation contribuent un peu plus à la pérennité des programmes-pays. Le renforcement des capacités participe de toute évidence au processus d'intégration des projets et des programmes et garantit leur viabilité à long terme. Le partage des connaissances via les réseaux nationaux de TIC pour le développement permet de garantir une large diffusion des leçons apprises, qui profitent autant aux partenaires de l'IICD qu'à la communauté plus large des TIC pour le développement. Cela passe notamment par un soutien à l'émancipation des organisations locales, pour les impliquer davantage dans les processus de décisions politiques. Enfin, les rétroactions liées aux activités de suivi-évaluation menées dans un pays fournissent de précieuses informations pour les projets en cours comme pour la conception de nouveaux projets et leur mise en œuvre ultérieure.







En dépit d'une grande diversité selon les pays, deux évolutions majeures apparues en 2006 méritent d'être signalées au niveau des programmes de renforcement des capacités : la connectivité et le web 2.0. Tous les pays ont longuement cherché et testé des solutions alternatives pour assurer la connectivité, dont le sans-fil et la transmission de données via les lignes téléphoniques. Pourtant, c'est en Bolivie que la première analyse approfondie de solutions alternatives de connectivité a été réalisée. Le renforcement des capacités a également conforté l'aptitude des institutions partenaires à créer des services d'information viables et pertinents.

Pour ce qui concerne ses activités d'échange d'informations et de plaidoyer, l'IICD a animé des ateliers et une formation en ligne pour les réseaux qui permettent un partage rapide et efficace des informations et le développement de capacités de participation à l'élaboration des politiques. La première évaluation internationale entre membres des réseaux des différents pays a été réalisée en 2006, témoignant d'une forte participation. Plusieurs leçons sont ressorties de cet exercice – dont la nécessité pour les TIC pour le développement de définir un objectif clair de partage d'informations, de sensibilisation et d'activités de participation aux décisions politiques. Dans certains cas, la participation dans le réseau a augmenté avec l'alignement des missions des organisations membres sur celles du réseau. Plusieurs facteurs importants contribuent à la mise en place de réseaux efficaces de TIC pour le développement, comme la constitution d'un noyau dur de membres engagés, le travail de ce noyau dur pour instaurer la confiance et l'incitation à ouvrir le réseau à de nouveaux partenaires et idées.

En ce qui concerne la participation politique, il faut noter que dans la plupart des pays cibles, les réseaux sont devenus une référence incontournable et une plateforme de consultation pour les responsables politiques. Les réseaux et l'IICD conseillent ainsi conjointement les décideurs sur la formulation et la mise en œuvre de politiques TIC. En Bolivie, au Burkina Faso, au Ghana, en Ouganda et en Zambie, les partenaires ont commencé à participer aux processus d'élaboration de politiques TIC. En Bolivie, au Burkina Faso, en Tanzanie et en Zambie, l'IICD apporte des conseils sur les politiques TIC dans le secteur de l'éducation. Dans le secteur

des moyens de subsistance, signalons que le ministère ougandais du Commerce, du tourisme et de l'industrie et les ministères bolivien et ghanéen de l'Agriculture ont commencé à mettre en œuvre une politique et une stratégie TIC. Enfin, l'IICD soutient les ministères de la Santé du Ghana, du Mali, de l'Ouganda et de la Tanzanie.

En matière de suivi-évaluation, l'IICD et ses partenaires locaux ont continué de soutenir les acteurs de terrain tout au long de l'année 2006 pour les aider à exploiter leurs expériences, grâce à l'approche novatrice d'auto-évaluation conçue par l'IICD. Cette approche repose sur un système de questionnaires en ligne, qui permet aux partenaires et aux bénéficiaires d'un projet d'évaluer leurs niveaux de satisfaction et l'impact sur le développement des différentes activités mises en œuvre dans le cadre du programme-pays. Fin 2006, la base de données sur le suivi-évaluation regroupait quelque 13 000 questionnaires. Cette approche est complétée par des réunions périodiques de rétroaction organisées avec les partenaires et les bénéficiaires d'un projet, au cours desquelles les résultats de l'évaluation et les actions visant à dynamiser les programmes-pays sont discutés.

### Intervenir auprès des pauvres

L'une des grandes forces de l'IICD réside dans sa volonté de travailler avec des partenaires de toutes origines sociales. En 2006, les organisations de base et les ONG œuvrant directement avec les pauvres au niveau des communautés ont représenté 51 % des partenaires de l'IICD.

Les programmes-pays de l'IICD touchent actuellement plus de 250 000 utilisateurs finaux et quelque 2 500 000 bénéficiaires. Les utilisateurs finaux sont les personnes qui, grâce aux projets soutenus par l'IICD, ont désormais accès à Internet ou à un ordinateur, en se rendant dans l'un des 500 centres d'information créés dans les différents pays ou dans les écoles, les hôpitaux et les administrations participants.

Les bénéficiaires représentent un groupe plus large de personnes qui profitent indirectement des activités soutenues par l'IICD, en écoutant la radio par exemple ou en consultant des sites web créés par les organisations partenaires. Le profil des utilisateurs finaux traduit bien l'attention accrue accordée aux habitants des zones rurales, aux personnes ayant des revenus modestes et aux femmes. La majorité d'entre eux (70 %) vit en milieu rural. La parité entre les sexes reste une priorité : en 2006, 38 % seulement des utilisateurs finaux étaient des femmes. Pour ce qui est du revenu, 48 % indiquaient avoir un revenu inférieur à la moyenne, contre 49 % affirmant toucher le revenu moyen.

### Impact et leçons apprises

Plusieurs projets ont pu être évalués en 2006 grâce à l'outil d'auto-évaluation de l'IICD. L'objectif premier de ces évaluations est de permettre aux partenaires locaux d'apprendre et de tirer parti des expériences liées aux projets mis en œuvre mais aussi de s'approprier le fruit de leurs activités. Cela contribue à la pérennité des programmes-pays. L'outil d'auto-évaluation comprend des questionnaires en

ligne qui enregistrent la satisfaction et l'impact perçu des organisations partenaires et des utilisateurs. La satisfaction concerne la qualité des services d'information et de la formation fournis aux utilisateurs; l'impact tient compte d'indicateurs de sensibilisation, de responsabilisation et d'incidence économique sur les utilisateurs. Une autre série d'indicateurs a trait à la contribution sectorielle des différents projets, qu'il s'agisse de services de santé ou de la qualité des supports didactiques.

Les projets de l'IICD dans le secteur de l'éducation soulignent l'intérêt des TIC en termes d'enseignement et d'apprentissage, pour les supports didactiques, la gestion des écoles ou l'aptitude des enseignants comme des élèves à utiliser les TIC en classe. Les enseignants du primaire et du secondaire ainsi que les élèves du secondaire se voient accorder la priorité. L'introduction des TIC dans les classes présente de nombreux avantages. Les enfants qui ont compris l'intérêt des supports et ressources d'apprentissage faisant appel aux TIC et qui les utilisent améliorent leur devenir éducatif et, partant, leurs perspectives professionnelles.

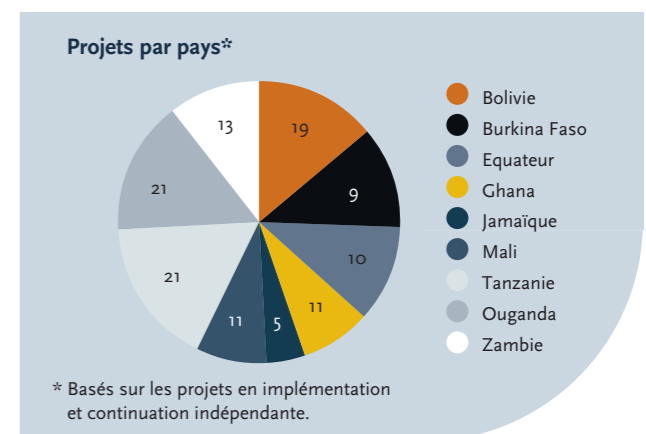
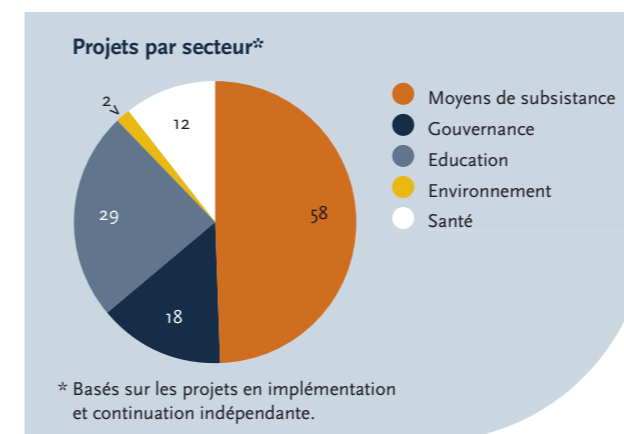
En 2006, 16 projets dans cinq pays ont été évalués et analysés. Des enseignants et élèves du primaire et du secondaire figuraient parmi les personnes interrogées. Conformément à la tendance enregistrée les années précédentes, celles-ci sont très satisfaites de l'assistance technique et du renforcement des capacités procurés par les projets. Une grande majorité d'enseignants et d'élèves estiment que les objectifs du projet ont été atteints. La majorité apprécie sa participation dans les programmes d'éducation et manifestait entre autres une prise de conscience accrue du potentiel des TIC pour l'éducation et l'autonomisation des individus comme des établissements. De plus en plus, les personnes interrogées indiquent que les TIC viennent directement conforter les processus d'enseignement et d'apprentissage en classe.

Les initiatives de l'IICD en matière de gouvernance facilitée par les TIC lancées en Bolivie, au Burkina Faso, au Ghana, en Ouganda, en Tanzanie et en Zambie ont notamment consisté à aider les communautés locales à exprimer leurs besoins, à découvrir ce que peuvent offrir les services publics et à pousser les décideurs à davantage de réactivité. L'IICD contribue aussi à l'efficacité des politiques, en faisant appel aux TIC pour améliorer les données et les flux de production. En consolidant les flux d'information entre – et au sein – des communautés et



des districts locaux, l'IICD étaye et améliore les processus de décentralisation. En 2006, 9 projets réalisés en Bolivie, au Ghana, en Ouganda et en Tanzanie ont été évalués et analysés. Les participants ont exprimé leur vive satisfaction. Ils ont estimé que la sensibilisation et la responsabilisation dans les projets de gouvernance ont aussi été renforcées par les TIC. Les résultats sont plus mitigés pour ce qui est de la contribution directe aux objectifs de gouvernance que sont la transparence et la qualité accrue des informations officielles. Là, les partenaires estiment que la structure complexe et l'environnement politique exigent un soutien plus appuyé à la mise en œuvre des projets, afin d'obtenir l'impact prévu.

Tous les projets de l'IICD dans le secteur de la santé concernent les besoins essentiels de prise en charge médicale dans les zones rurales, où les populations n'ont pas accès aux spécialistes, installés en ville. La portée des programmes de l'IICD dans ce domaine s'élargit rapidement grâce à sa collaboration avec Cordaid. Seuls 5 projets réalisés au Mali, en Ouganda et en Tanzanie ont été évalués et analysés en 2006. Ils avaient trait à des besoins différents – systèmes de gestion des informations sur les patients, l'hôpital et la santé, diagnostics à distance ou encore enseignement à distance pour le personnel de santé. Les résultats des enquêtes 2005 et 2006 montrent que si les niveaux de satisfaction, de sensibilisation et d'autonomisation restent élevés en 2006, le taux de progression a fléchi. L'augmentation de l'impact sectoriel des TIC sur la qualité des informations est au demeurant tout à fait encourageante.





## ‘Les programmes-pays de l'IICD touchent quelque 2,500,000 bénéficiaires’

La majorité des projets de l'IICD dans le secteur des moyens de subsistance concerne le recours à des applications TIC dans l'agriculture. Grâce aux projets, les agriculteurs ont accès à des informations sur la production et les prix du marché. Les TIC permettent aussi de les connecter entre eux et aux principaux marchés nationaux et internationaux. Après un repli en 2005, tous les indicateurs d'impact se sont améliorés pour les 34 projets évalués en 2006. Pourtant, l'incidence économique – l'indicateur le plus pertinent pour ce secteur – reste inférieure à 50 %. Ce résultat tient en partie aux fortes attentes des agriculteurs mais aussi au fait qu'il est difficile de tirer des bénéfices économiques directs des TIC à court terme.

### Démultiplier les programmes-pays

La plupart des objectifs et des produits fixés pour 2006 dans le cadre stratégique 2001-2007 et le nouveau cadre 2006-2010 ont été atteints.

L'institutionnalisation des programmes de l'IICD au niveau sectoriel s'est révélée particulièrement délicate. L'intégration des TIC dans les programmes sectoriels exige du temps et de longues discussions avec les ministères concernés et les partenaires au développement. L'institutionnalisation des projets et des réseaux contribue directement à la pérennité à long terme des initiatives TIC lancées par les partenaires. Un grand nombre de projets ont ainsi pu mobiliser des sources institutionnelles ou externes pour étayer leur fonctionnement, garantissant ce faisant une intégration durable et indépendante des TIC dans les programmes de développement. Fin 2006, les programmes mis en œuvre en Bolivie, en Jamaïque et en Tanzanie (sauf pour le secteur de la santé) et en Ouganda sont passés à la phase de dialogue alors que le Burkina Faso, l'Équateur, le Ghana et la Zambie ont commencé à consolider les programmes-pays et privilégient l'intégration des projets dans les institutions et les politiques. L'Équateur et le Mali sont les seuls à devoir encore mettre en œuvre certains projets.

### Partage de connaissances thématiques

Outre son travail dans les pays, l'IICD a poursuivi le recensement des leçons apprises. Il a également échangé des connaissances sur le développement facilité par les TIC dans

les différents pays avec les partenaires que ces questions intéressent. En 2006, l'IICD s'est concentré sur quatre sous-groupes thématiques : santé, moyens de subsistance (surtout dans l'agriculture), accès des ruraux et TIC pour le développement. Il a poursuivi ses activités de renforcement des capacités.

Plusieurs publications ont été lancées, dont une étude d'impact thématique intitulée ITCs for agricultural livelihoods (Les TIC au service des moyens de subsistance des agriculteurs). Vingt études ont été publiées en trois langues dans la collection iConnect, qui comprend des articles rédigés localement sur des thèmes comme l'utilisation des TIC dans la santé, le renforcement des capacités ou l'accès des populations rurales. Ces publications sont accessibles sur le site web de iConnect-online.org, sous forme papier avec le journal i4d (information pour le développement) et sur le site iConnect Africa.

Les informations publiées par iConnect-online.org et par iicd.org sont reprises dans le bulletin électronique mensuel iConnect eBulletin diffusé à 2 400 personnes actives dans le domaine des TIC et du développement.

Pour renforcer encore le renforcement des capacités, une première manifestation internationale de 'i-formateurs' a été organisée. Cela a permis de consolider l'approche de l'IICD, qui consiste à favoriser l'apprentissage par les pairs, débouchant sur la constitution d'une communauté internationale d'i-formateurs partageant les mêmes idées et pratiques.

### Partenariats

Les partenariats permettent à l'IICD d'échanger des connaissances via des réseaux thématiques, d'acquiescer des expertises novatrices pour améliorer les programmes-pays et de mobiliser les moyens nécessaires pour financer les activités. L'IICD a privilégié ces trois axes en 2006, en mettant cependant l'accent sur la constitution de nouveaux partenariats public/privé (PPP). A la fin de l'année, les alliances stratégiques avec les ONG néerlandaises Cordaid, HIVOS et PSO ont pris fin. Toutes ont fait savoir qu'elles souhaitent poursuivre leur partenariat avec l'IICD. L'IICD a signé un nouveau partenariat avec Warchild Pays-

Bas afin d'exploiter son expertise en matière de TIC et de gouvernance dans le programme que cette organisation a mis en œuvre en Ouganda. Sur le plan du développement international, l'IICD a développé son alliance avec la SDC (Agence suisse pour le développement et la coopération) et renouvelé ses contacts avec Infodev.

De nouveaux partenariats ont été signés avec GeSCI, APC et Communication Initiative. Les PPP de l'IICD se sont révélés très utiles pour réunir de nouvelles expertises. Un nouveau partenariat a été signé avec une société sénégalaise de TIC, Inter Access et Manobi, en vue de réaliser différentes interventions dans plusieurs pays.

### Évolution de l'IICD

Fin 2006, l'IICD comptait 33 salariés (19 femmes et 14 hommes) ou 28,84 personnes en équivalent temps complet. Le renouvellement du personnel était passé en deçà de 10 % – une nette amélioration par rapport à 2005 – et l'absentéisme à 2,78 %, là aussi en progression par rapport à l'année précédente.

La nouvelle stratégie des ressources humaines initiée en 2005 pour favoriser la mise en œuvre du nouveau cadre stratégique a été appliquée en 2006. L'IICD s'efforce par ailleurs d'obtenir un label qualité (ISO) et il s'est doté d'une nouvelle identité visuelle pour améliorer sa visibilité.

### Situation financière

Pour l'année considérée, l'IICD a disposé d'un revenu global de 7 253 610 euros. L'essentiel de ces fonds a été apporté par la Direction générale des Pays-Bas pour la coopération internationale (DGIS). Avec l'accord de la DGIS, la date de fin de la subvention courant du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2006 a été avancée au 1er novembre 2006 et tous les fonds accordés à ce titre dépensés avant cette échéance.

Une nouvelle période de subvention a démarré, jusqu'au 31 décembre 2010. Les fonds apportés par d'autres bailleurs – comme le Département britannique pour le développement international (DfID), l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC) et les organisations néerlandaises



sans but lucratif Cordaid, Hivos et PSO - ont représenté 27 % du total.

### Prévisions pour 2007

Dans les pays où l'IICD intervient, le renforcement des capacités, les activités de suivi-évaluation et la présence d'un réseau de TIC pour le développement attesteront de la masse critique de projets et de l'importance du soutien obtenus. L'IICD et ses partenaires pourront ainsi, malgré les difficultés rencontrées, continuer à agir pour assurer la pérennité et la démultiplication des programmes-pays. Cela impliquera de faire évoluer les priorités, en passant de l'institutionnalisation des projets au sein des institutions partenaires à l'échange des connaissances, à la collecte des leçons apprises, à la participation aux politiques et à la démultiplication. Ces deux dernières activités exigeront notamment un effort conjoint de la part de l'IICD et de ses partenaires ainsi qu'un apprentissage actif tiré des expériences de chaque pays.

Dans ces pays, l'IICD et ses partenaires œuvreront de concert pour partager leurs expériences. En outre, les différents intervenants pourront solliciter l'IICD comme partenaire et conseiller stratégique pour étudier les possibilités de démultiplication.

Pour ce qui est de l'échange des connaissances thématiques, l'IICD continuera de recenser les leçons tirées des programmes-pays, en privilégiant l'accès des ruraux, la santé, les moyens de subsistance, les politiques de TIC pour le développement et l'e-gouvernance. Mais il restera à l'affût des potentialités dans d'autres domaines.

Les alliances stratégiques avec HIVOS, PSO et Cordaid ayant pris fin en 2006, l'IICD va s'efforcer de les renouveler et de signer une nouvelle alliance avec une autre ONG néerlandaise active dans le domaine du développement. L'IICD étudiera la possibilité d'obtenir un soutien financier d'entreprises privées et d'approcher des ONG européennes et américaines mais aussi des organisations de coopération au développement.

Référence :

Ce rapport de gestion est également disponible en anglais et en espagnol.

Boîte Postale 11586  
2502 AN La Haye  
Pays-Bas

l'adresse de visite:  
Raamweg 5  
2596 HL La Haye  
Pays-Bas

T. +31 (0)70 - 311 73 11  
F. +31 (0)70 - 311 73 22  
E. [information@iicd.org](mailto:information@iicd.org)  
[www.iicd.org](http://www.iicd.org)

## Profil d'IICD

Sous réserve de disposer des bons outils, les habitants des pays en développement peuvent améliorer sensiblement le niveau et la qualité de leur vie. Pour atteindre leurs objectifs, ils doivent en particulier avoir un meilleur accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC). C'est la raison pour laquelle l'Institut international pour la communication et le développement (IICD) crée des solutions pratiques et viables pour connecter les gens et leur donner accès aux TIC. En tant que fondation indépendante sans but lucratif, l'IICD apporte à ses partenaires du secteur public, privé ou associatif des connaissances, des innovations et des moyens financiers. Ensemble, nous pouvons faire la différence.

L'IICD intervient en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, où il crée et renforce les opportunités de développement dans l'éducation, la bonne gouvernance, les moyens de subsistance, la santé et l'environnement. Son approche consiste notamment à agir comme intermédiaire entre les organisations locales, nationales et internationales mais aussi à formuler et implanter des politiques et des projets de développement reposant sur les TIC.

L'IICD a été créé en 1996 par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Ses principaux bailleurs sont la Direction générale des Pays-Bas pour la coopération internationale (DGIS), Le Département de Coopération Internationale d'Angleterre (DFID) et l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC).

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site de l'IICD: [www.iicd.org](http://www.iicd.org)

Cette publication est extraite du rapport annuel de 2006 de l'IICD. Pour plus d'informations ou pour recevoir la version intégrale du rapport (en anglais), veuillez contacter IICD, La Haye.

Copyright IICD © Mai 2007

Cover: Burkina NTIC, le réseau national TIC pour le développement du Burkina Faso, était présent à Ouagadougou pour le FESPACO, le plus grand festival du film africain. Le public, y inclus les enseignants et étudiants, pouvait s'informer sur les activités du réseau au stand de Burkina NTIC. Celui-ci démontrait que les outils TIC pouvaient être utilisés de manière effective dans le secteur de l'éducation. Le petit garçon de la photo est en train d'utiliser l'un de ces outils.